

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 06/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



DELCROS

N 5 ECHERY
68160 SAINTE MARIE AUX MINES

Références : 0006700454_2023_03_06_DELCROS_VIIC-rejets_eaux
Code AIOT : 0006700454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2023 dans l'établissement DELCROS implanté 5 LIEU DIT ECHERY 68160 Sainte-Marie-aux-Mines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de cette visite est de vérifier la bonne maîtrise des rejets aqueux de la société DELCROS .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELCROS
- 5 LIEU DIT ECHERY 68160 Sainte-Marie-aux-Mines
- Code AIOT : 0006700454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Delcros est spécialisée dans les traitements de surfaces des pièces en inox ou en aluminium.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets eaux : gestion raisonnée et protection de la ressource en eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Conditions de rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
6	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 11/03/2010, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Titre IX 33	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Condition de rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 23-Titre V	/	Susceptible de suites, éléments à transmettre sous 30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Titre IV-16-II	/	Sans objet
2	Conditions de rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Titre IV-16-I	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Titre IX 34-I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités:

- **Point de contrôle N°4** : incomplétude de la proposition de positionnement demandée en 2020, concernant les valeurs limites d'émissions (VLE) de substances polluantes présentes dans les rejets aqueux de l'exploitation ;
- **Point de contrôle N°6** : incomplétude depuis l'année 2020, des résultats des analyses des rejets aqueux au travers de l'application informatique GIDAF, dans le cadre de l'autosurveillance;
- **Point de contrôle N°7** : absence de contrôle de recalage avec un organisme accrédité COFRAC, afin de s'assurer que les opérations de prélèvement sont réalisées selon les normes et règles en vigueur.

S'agissant de non-conformités documentaires, qui peuvent être aisément levées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade. Toutefois, à défaut de la transmission des éléments justifiant de la mise en conformité dans les délais indiqués, un projet de mise en demeure sera présenté au Préfet.

Le point de contrôle N°3 est en l'état caractérisé comme susceptible de suites, il appartient à l'exploitant de transmettre sous 30 jours les éléments permettant de conclure sur la conformité des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, Titre IV-article 16-II
Thème(s) : Autre, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, poste de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques. Il est mise à jour et tenu à la disposition des installations classées [...]
Constats : L'exploitant a présenté lors du contrôle en salle, un plan des réseaux de collectes des effluents du site. Après étude de ce document , il a été constaté un défaut de complétude de localisation des différents effluents présents sur le site et des différents ouvrages se trouvant sur ces réseaux (vannes, points de prélèvement, rejets, etc) . En effet, il n'apparaît sur ce plan, que les canalisations enterrées des effluents se situant à l'extérieur du bâtiment de production jusqu'aux limites de propriété. Or, en application des dispositions de l'article susvisé, l'exploitant doit disposer d'un plan à jour de localisation de tous les effluents collectés de son exploitation se situant à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment de production ainsi que les points de rejets équipés, pour réaliser le suivi des substances caractéristiques de son activité industrielle. Cependant, faisant suite à l'inspection l'exploitant à transmis en date du 20 février 2023 un plan mis à jour, faisant apparaitre la totalité des éléments demandés. Suite à l'analyse des éléments de justification du respect de cette prescription transmis par l'exploitant, l'inspection ne note pas de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, Titre IV-article 16-I
Thème(s) : Autre, Existence des points de prélèvement & Accès aux points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Les points de rejet des eaux résiduaire sont [...] aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.[...]
Constats : L'activité de la société Delcros génère des effluents polluants provenant du rinçage des pièces inox et aluminium. Toutes les eaux de rinçage issues des lignes de traitement de surface sont traitées dans une station de traitement physicochimique avant de rejoindre le milieu naturel. Il a pu être constaté durant l'inspection, que l'ensemble des effluents est collecté dans une fosse de reprise. Ils sont ensuite pompés vers une cuve de neutralisation. Le pH est ajusté à l'aide de lait de chaux (préparation réalisée sur place à l'aide de Chaux éteinte et d'eau industrielle) ou d'acide sulfurique. Les effluents transitent ensuite dans une cuve de floculation alimentée par surverse depuis la cuve de neutralisation, où est injecté un floculant anionique. Les effluents floculés sont ensuite acheminés dans un décanteur lamellaire par siphonnage. La surverse des eaux traitées passe ensuite dans un canal de comptage équipé d'un pH mètre, suivi d'un point de prélèvement d'échantillon (bien visible et facilement accessible) avant de rejoindre le milieu naturel. Le PH ainsi que le débit en sortie de station sont suivis en continu. Les éléments contrôlés n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Condition de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, Titre V-article 23
Thème(s) : Autre, Traitement des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées . Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et, si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées[...]
Constats : Les constats ont été réalisés sur site en vue de vérifier si les principaux paramètres permettant de s'assurer du bon fonctionnement de la station de traitement sont retranscrits sur un registre et s'il existe un dispositif d'alarme ou un plan d'action mis en place par l'exploitant en cas de dysfonctionnement du dispositif de traitement. Lors de la visite d'inspection l'exploitant a déclaré avoir mis en place un plan d'entretien préventif de la station de détoxification comprenant des opérations à effectuer de façon journalière, mensuelle ou trimestrielle par un opérateur interne à l'entreprise. De fait, l'exploitant a présenté à l'inspection des fiches d'instruction explicitant chacune des opérations à effectuer afin d'éviter tout dysfonctionnement du dispositif de traitement des eaux résiduaires. De plus l'exploitant a indiqué disposer en cas de non respect des valeurs minimales et maximales fixées pour le pH des rejets aqueux de la station de traitement, d'un système d'alarme activant le verrouillage des vannes d'entrée et de sortie des eaux, permettant de stopper immédiatement l'activité industrielle. Cependant, aucun élément à la disposition de l'inspection ne permet de conclure sur la conformité de l'activité vis-à-vis de cette prescription. En effet, bien que le dispositif de sectionnement de l'entrée et de sortie des eaux soit visible, aucun élément technique connu de l'exploitant permet de justifier l'asservissement au pH mètre de ce dispositif, en cas de dysfonctionnement de la station de traitement physico-chimique.
Observations : Les faits sont en l'état caractérisés comme susceptibles de suites, il appartient à l'exploitant de transmettre sous 30 jours les éléments permettant de conclure sur la conformité des installations (par exemple un schéma électrique / analyse fonctionnelle fournie par le prestataire spécialisé ayant installé la station de traitement, permettant de justifier l'asservissement du pH mètre aux vannes de sectionnement).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20
Thème(s) : Autre, Compatibilité milieu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 20: La prescription étant trop importante , elle n'est pas reprise dans le présent constat (valeurs limites d'émission).
Constats : L'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles (prises au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer les rejets des installations) sont convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site. Il apparaît qu'aucun texte préfectoral n'est venu modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 mars 2010 en matière de surveillance des rejets aqueux, les modifications de réglementations induites notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant entre autre l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ne sont ainsi pas reprises au niveau préfectoral. Lors du contrôle en salle , l'exploitant a fait état de la transmission de sa proposition de positionnement de ses valeurs limites d'émissions (VLE) de substances polluantes présentes dans les rejets aqueux de son exploitation, en date du 21 janvier 2020. Cependant, après examen des documents transmis, il s'avère que le positionnement de l'exploitant est incomplet, il se focalise uniquement sur les substances dont la surveillance est déjà prescrite par l'arrêté du 11 mars 2010 précité, et se positionne pas vis-à-vis de toutes les substances listées par l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. De plus, il est attendu que l'exploitant réalise une étude de compatibilité avec le milieu récepteur pour toutes les substances susceptibles d'être émises par l'installation visée dans les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260. Compte tenu de ce qui précède, il appartient à l'exploitant de compléter son positionnement avec les substances manquantes et de réaliser une étude de compatibilité avec le milieu récepteur «la Lievrette».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, Titre IX-article 34-I
Thème(s) : Autre, Analyse des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés en produits toxiques [...]</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré réaliser lui-même les opérations d'échantillonnage des rejets aqueux de son exploitation suite au traitement de la station physico-chimique. Ces échantillons sont ensuite envoyés dans un laboratoire accrédité pour l'analyse des substances prévues par l'arrêté préfectoral n° 20210-070-5 du 11 mars 2010 portant prescriptions complémentaires à la société Delcros. L'exploitant a transmis en date du 20 février 2023 les justificatifs permettant de vérifier l'accréditation du comité français d'accréditation (COFRAC), attestant de la compétence du laboratoire.</p> <p>En effet, l'exploitant prélève mensuellement un échantillon qui est transmis dans les meilleurs délais dès la réception des glacières de conservation fournie par le laboratoire, afin de ne pas altérer les paramètres à analyser tels que le pH.</p> <p>De plus, il a été constaté que le point de prélèvement d'échantillon se situe bien en amont des éventuels points de mélange, tel que les eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Les éléments constatés n'apportent pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2010, article 4
Thème(s) : Autre, Contrôles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Les résultats de ces analyses y compris les débits, flux polluants seront transmis semestriellement au service de l'inspection des installations classées[...]</p> <p>Constats : Les constats ont été faits, afin de vérifier que l'exploitant, dans le cadre de l'autosurveillance des rejets aqueux de son exploitation, transmet les résultats de ces analyses au service de l'inspection des installations classées au travers de l'application informatique GIDAF. Or, il a été constaté que l'exploitant n'effectue plus la transmission de ces données depuis l'année 2020.</p> <p>Cependant, il est à noter que l'exploitant a transmis à l'inspection en date du 20 février 2023 les éléments justifiant son autosurveillance pour l'année 2022.</p> <p>Observations : L'exploitant s'attachera à compléter son autosurveillance dans GIDAF depuis l'année 2020, conformément aux dispositions de l'article susvisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, Titre IX-article 33
Thème(s) : Autre, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment : [...] le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) la réalisation de contrôles externes de recadrage (article 58-III)</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré réaliser lui-même les opérations d'échantillonnage des rejets aqueux de son exploitation dans le cadre de son autosurveillance. Ces échantillons sont ensuite envoyés dans un laboratoire agréé pour l'analyse des substances caractéristiques à son activité industrielle.</p> <p>Au vu de ce qui précède, les constats ont été réalisés en vue de vérifier si l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans, à un contrôle de recalage par un organisme de prélèvement accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC), structure en charge de la reconnaissance officielle des compétences des organismes de contrôle.</p> <p>En effet, ce contrôle de recalage permet de vérifier si les opérations de prélèvement et d'analyses sont réalisées selon les normes et règles de l'art en vigueur. Or, l'exploitant a indiqué lors du contrôle que par le passé, un calage initial portant sur les procédures d'échantillonnage a été effectué avec un laboratoire agréé datant d'avant sa prise de fonctions de dirigeant de la société, depuis aucun contrôle de recalage n'a été mis en place.</p> <p>Les éléments constatés ci-dessus constituent une non-conformité aux dispositions des prescriptions contrôlées.</p> <p>De fait, l'exploitant s'attachera à effectuer un contrôle de recalage avec un organisme accrédité COFRAC afin de s'assurer que les opérations de prélèvement sont réalisées selon les normes et règles en vigueur, ce qui implique le respect de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la norme NF EN ISO 5667-3 "Qualité de l'eau - Échantillonnage- Partie 3: Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau"; - du guide FD T90-524 "Contrôle de qualité - contrôle de qualité pour l'échantillonnage et la conservation des eaux"; - du fascicule de documentation FD T 90-523-2, "Qualité de l'eau - Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement - Partie 2: Échantillonnage d'eau résiduelles".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois